

Projet ORATE 1.4.2

Etude préparatoire sur les aspects sociaux du développement territorial de l'UE

Résumé du rapport final



Traduction par PhDB consultant des pages 15 à 41 du fichier
http://www.espon.eu/mmp/online/website/content/projects/261/416/file_2200/draft-fr_1.4.2_v2.pdf téléchargé le 20/05/2008

Les résumés des rapports finaux ORATE ont été traduits en français
par Philippe DE BOE (PhDB Consultant)

L'UMS 2414 RIATE
a financé la traduction du présent résumé.

L'intégralité des rapports finaux peut être consultée sur le site ORATE
(<http://www.espon.eu>).

RESUME OPERATIONNEL

ORATE 1.4.2:

"Etude préparatoire des aspects sociaux du développement territorial de l'UE"

Cohésion territoriale et cohésion sociale

Les principaux documents politiques européens stratégiques soulignent explicitement la nécessité - et le défi que cela représente - de tenir compte à la fois des dimensions sociale, économique et écologique du développement territorial. Les deux grands objectifs de l'Union, la cohésion sociale ainsi que la cohésion économique, ont clairement une composante territoriale, amplement débattue sous le vocable "cohésion territoriale". Le "Troisième rapport sur la cohésion économique et sociale" (2004) affirme clairement que *"le concept de cohésion territoriale va au delà du concept de cohésion économique et sociale en l'enrichissant et en le renforçant."*

Le développement territorial est lié de près aux aspects sociaux, étant donné qu'il affecte les espaces (zones, régions) comme les personnes qui y vivent, et que ceux-ci l'influencent en retour. L'interdépendance et l'influence mutuelle entre population et espaces sont un facteur-clé du développement territorial. C'est pourquoi il est essentiel d'intégrer les aspects sociaux dans les analyses territoriales. La cohésion territoriale est par conséquent une exigence nécessaire pour - et un complément de - la cohésion économique et sociale dans le cadre de l'objectif de développement durable, dans le sens de *"la répartition équilibrée des activités humaines dans l'Union"* (DG Politique régionale 2004).

La relation entre questions territoriales et questions sociales

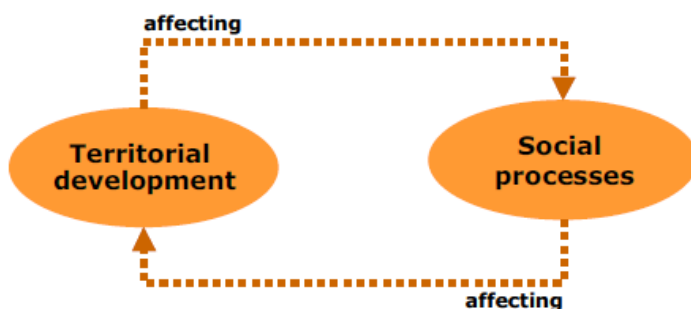
Plusieurs concepts théoriques tentent d'explorer la relation entre questions territoriales et questions sociales en s'intéressant aux questions-clés, à savoir comment l'espace agit sur les conditions de vie des humains, et comment les humains modifient l'espace. Dans ce contexte, Hamm (1982) définit deux grandes relations:

- l'espace en tant que résultat de l'organisation sociale, et
- l'organisation sociale en tant que résultat de l'espace.

L'organisation sociale et l'organisation territoriale des populations sont interdépendantes et corrélées. Leur mode de relation dynamique peut se formuler comme suit: les processus sociaux façonnent et modifient l'espace et ses caractéristiques, tandis que les conditions et les infrastructures spatiales (développement territorial) agissent sur les processus sociaux. Il faut intégrer les

aspects sociaux dans l'analyse territoriale si l'on veut contribuer au développement d'approches politiques qui combinent judicieusement aspects sociaux et territoriaux.

Figure 1 Relations entre développement territorial et processus sociaux



Source: ÖIR

Une base analytique solide pour approfondir les recherches sur les questions sociales-territoriales

Le programme ORATE¹ a pour objectif général la recherche appliquée sur les aspects spatiaux en vue de produire une base analytique solide permettant des approches mieux intégrées. Le programme ORATE est par conséquent axé sur la "valeur ajoutée" de la prise en compte du territoire comme unité d'analyse et comme base pour l'élaboration des politiques, une démarche susceptible de favoriser une meilleure coordination des politiques sectorielles.

Dans ce contexte, le projet ORATE 1.4.2 "Aspects sociaux du développement territorial de l'UE" étudie la relation entre aspects sociaux et dynamique territoriale. En tant qu'étude préparatoire, son rôle est d'explorer et d'évaluer les principaux éléments de projets futurs. Il tente de donner des informations et des orientations scientifiques, étape préliminaire pour réaliser ultérieurement une analyse spatiale valable des structures, des tendances, des impacts et des dynamiques sociales.

Les aspects sociaux et le développement territorial recouvrant un très vaste champ de recherches possibles, l'étude préparatoire ORATE 1.4.2 a prédéfini quatre domaines-clés à approfondir:

- accès aux services sociaux, aux services d'intérêt économique général (SIEG), et mécanismes de transferts publics;
- emploi et distribution des revenus;
- logement et développement territorial;
- enseignement et formation.

Pour chacun de ces domaines thématiques, ORATE 1.4.2 propose une analyse des politiques concernées, commente la situation actuelle en matière de travaux de recherche, explore les données et les indicateurs qui décrivent la relation social-territorial dans ces domaines, et propose des sujets de recherche en guise de conclusion.

¹ Observatoire en réseau de l'aménagement du territoire européen (ESPON: European Spatial Planning Observatory Network)

La complexité du Modèle social européen

Dans le contexte mondial, la littérature relative aux politiques sociales européennes évoque un "Modèle social européen" unifié. Le passage en revue des politiques sociales européennes dans les domaines thématiques clés - "accès aux services sociaux, aux SIEG, et mécanismes de transferts publics", "emploi et distribution des revenus", "logement et développement territorial" et "enseignement et formation" - a cependant clairement montré qu'il n'existe pas un tel Modèle social européen unique. Il y a en fait une variété de politiques différentes.

L'Union européenne a produit quelques documents stratégiques concernant les politiques sociales, l'enseignement, l'emploi et même le logement, mais de manière générale la politique sociale relève de la responsabilité de chaque Etat membre.

L'organisation des politiques sociales diffère donc d'un Etat à l'autre. Les responsabilités peuvent se situer au niveau de l'Etat central, des régions et des provinces, ou des communes. En fonction de sa structure de gouvernement, chaque Etat européen a trouvé sa propre manière de répartir les responsabilités en matière de politiques sociales. L'organisation varie amplement, et dans certains cas les politiques de niveau inférieur (local) peuvent contredire les politiques de niveau supérieur (national / européen).

Ce système gouvernemental complexe de décentralisation de la mise en œuvre des politiques pose un défi pour l'objectif de cohésion sociale et territoriale. Même l'analyse de la situation existante est problématique. Ainsi, il est par exemple difficile de comparer les systèmes de sécurité sociale des pays de l'UE29. Chaque pays a une architecture technico-administrative différente concernant les systèmes de sécurité sociale, le droit aux allocations et leur niveau, les contributions personnelles, la population couverte, etc. Dans bien des cas ces politiques ne sont pas organisées suivant une approche descendante (top-down), où l'autorité supérieure détermine au préalable des dispositions générales servant de base pour les réglementations des autorités subordonnées.

Au contraire, il arrive parfois que les réglementations de différents niveaux se concurrencent, comme on le voit par exemple dans le secteur du logement. Plusieurs chercheurs notent que les politiques du logement des pays européens présentent très peu de points communs (Balchin, 1996; Harloe, 1995, Lowe, 2004, Maclennan et al, 1998), à part quelques grandes tendances (comme le passage des aides à l'offre vers les aides à la demande, de la mise à disposition directe par le secteur public vers une sorte de partenariat public-privé, et des institutions financières spécialisées dans le logement vers le système bancaire universel).

Les différences entre les divers systèmes constituent des obstacles par rapport à la responsabilité de créer la cohésion sociale. On a émis l'hypothèse qu'en Europe tant les Etats nationaux que les régions poursuivent des stratégies "beggar-thy-neighbour" (demande-le à ton voisin) et "NIMBY (not-in-my-backyard: pas dans mon jardin)" - avec pour conséquence des disparités sociales croissantes plutôt que la cohésion sociale.

De plus, la politique sociale est un vaste domaine, fragmenté en multiples secteurs, recouvrant des domaines non marchands tels que l'enseignement, le bien-être social, les soins aux personnes âgées, les crèches, les garderies d'enfants, aussi bien que des domaines plus marchands comme les réseaux de transport, le haut

débit, la fourniture d'énergie, la diffusion radio-télévisée, le logement, etc. Les divers services sociaux relèvent habituellement de législations différentes, sont souvent fournis par des institutions différentes, et sont financés différemment dans chaque Etat membre.

Il est difficile de trouver des données décrivant les aspects sociaux du développement régional

Du fait de la décentralisation de la responsabilité en matière de législation dans les Etats membres, la disponibilité de données de niveau régional (NUTS 2 ou NUTS 3) harmonisées pour l'ensemble de l'Europe est assez réduite pour les questions sociales.

L'ORATE 1.4.2 a analysé des indicateurs et des bases de données de diverses sources européennes et internationales. Ont entre autres été explorés: Eurostat, la base de données ORATE, les statistiques du logement de l'Union européenne, l'Audit urbain, les statistiques de l'OCDE, le Programme d'études de l'aménagement du territoire européen, Habitat (ONU), le Bulletin statistique du logement et de la construction pour l'Europe et l'Amérique du Nord.

Plus de 230 indicateurs ont été identifiés comme pertinents pour les questions sociales-territoriales. Malheureusement pour environ 80% de tous ces indicateurs sociaux les données ne sont disponibles qu'au niveau national, comme toutes les données de l'OCDE et beaucoup de données de l'ONU. Les données de l'Audit urbain sont en outre disponibles seulement pour des villes sélectionnées et ne couvrent pas le territoire de l'UE 25+2+2. Pour cette raison, elles ne sont utilisables que dans une mesure très limitée pour les analyses dans l'espace ORATE.

On n'a trouvé que 32 indicateurs pour l'ensemble de l'Europe au niveau NUTS 2 au moins (1/6 à peine de ceux-ci existent aussi au niveau NUTS 3). Parmi les 32 indicateurs:

- 21 concernent "l'emploi et la distribution des revenus"
- 4 concernent les "services sociaux"
- 3 concernent le "logement et le développement territorial"
- 4 concernent l'"enseignement et la formation"

Il n'y a que dans le domaine de l'emploi qu'existe une assez bonne base de données, tandis que dans tous les autres secteurs les données de niveau régional (NUTS 2) couvrant l'Europe entière sont plutôt rares.

Dans l'ensemble, la situation en matière de données décrivant les relations entre aspects sociaux et développement territorial est passablement médiocre. Les données concernant l'accessibilité territoriale des établissements scolaires et sociaux font tout à fait défaut au niveau des régions. Par conséquent, si l'on veut à l'avenir mener des analyses empiriques, basées sur des données, des questions sociales et du développement territorial au niveau régional en Europe, il faudra absolument améliorer la situation en matière de données et faire preuve de créativité pour élaborer les indicateurs. Certaines données existantes peuvent toutefois être utilisées pour obtenir un premier aperçu de la situation empirique des aspects sociaux du développement territorial.

Situation empirique: l'offre de médecins/docteurs agréés

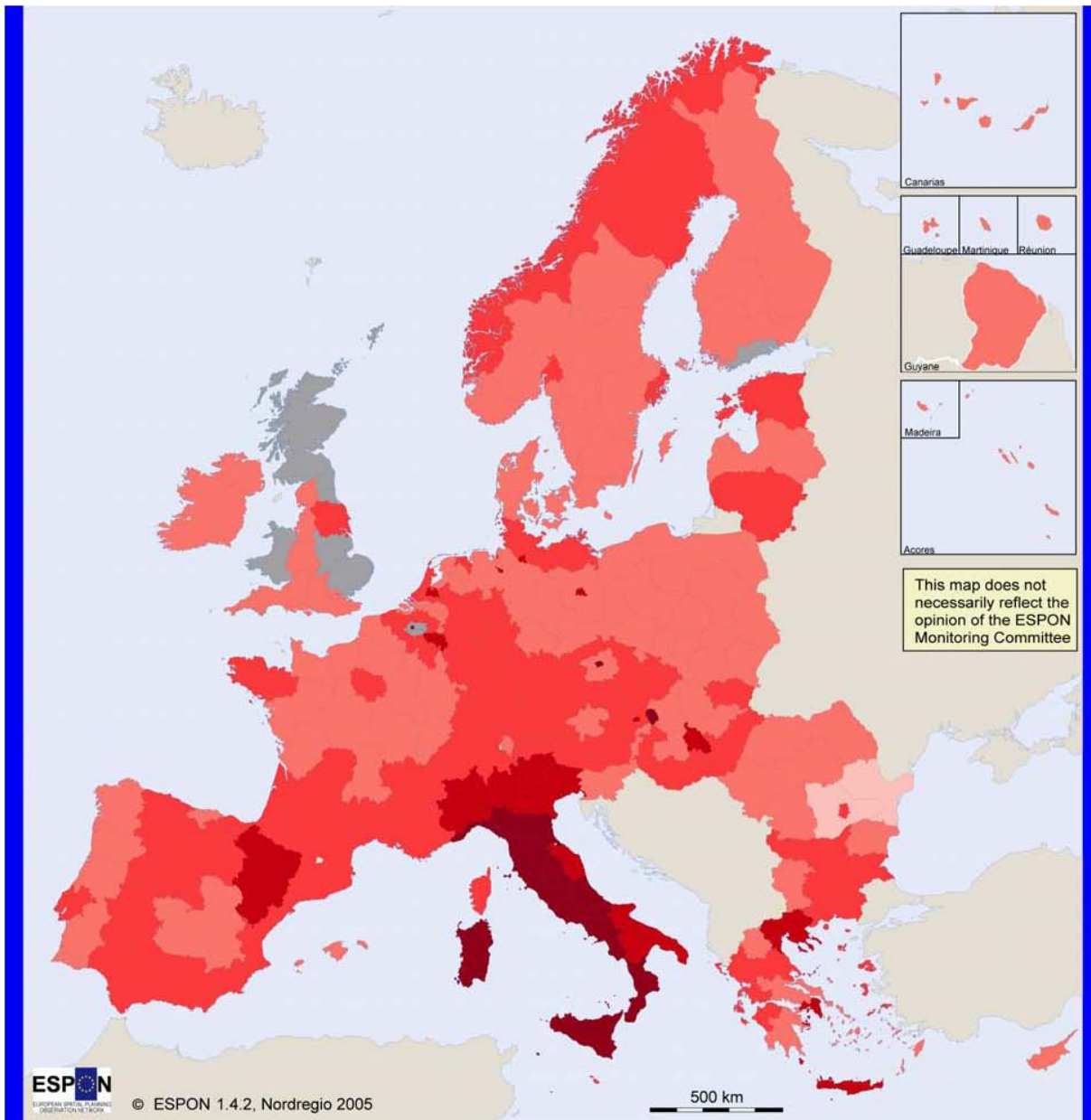
Un exemple qui montre bien la complexité de la situation législative en Europe de même que le lien entre aspects sociaux et territoriaux est la statistique du nombre de médecins/docteurs agréés par 100.000 habitants.

Un coup d'œil sur la carte qui suit montre que c'est dans les régions italiennes que l'on trouve le plus grand nombre de médecins/docteurs agréés par 100.000 habitants. La cause remonte à la situation législative particulière en Italie, où toute pharmacie doit compter un docteur dans son personnel.

A part l'Italie, des nombres élevés de médecins/docteurs agréés par 100.000 habitants peuvent être observés dans les zones urbaines de Berlin, Bruxelles, Vienne, Bratislava, Prague, à Athènes, etc., résultant d'une densité plus forte de l'offre médicale dans les zones urbaines.

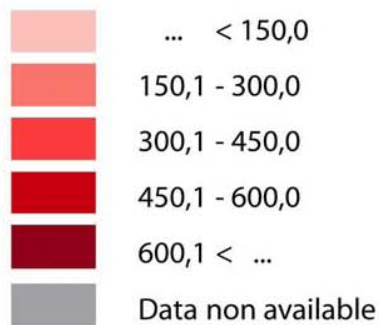
En outre, les parties nord de la Suède et de la Norvège comptent un nombre de médecins/docteurs agréés par 100.000 habitants relativement élevé par rapport au reste de ces pays. Ceci peut s'expliquer par les grandes distances entre les villes et villages dans ces zones.

Carte 1 Nombre de médecins/docteurs agréés par 100.000 habitants en 2003



© EuroGeographics Association for the administrative boundaries

Source: Eurostat



NUTS 0: Cyprus, Malta, Lithuania, Latvia, Estonia, Ireland, Slovenia, Denmark, Switzerland

NUTS 1: United Kingdom, Germany

NUTS 2: Other countries with data available

Year of data availability:

2002: Belgium (except Brussels 2000), Estonia, Cyprus, Lithuania, Netherlands, Poland, Islands of Åland (Finland), Switzerland

2001: Greece, Malta

2000: Sweden

1998: Slovenia

Situation empirique: la propriété des logements en Europe

L'analyse empirique de la situation en matière de propriété des logements en Europe est basée sur l'Audit urbain. La carte montre clairement le manque de données pour de nombreuses régions d'Europe. Mais même si les données manquantes limitent assez bien les possibilités d'exploitation des données disponibles, elles constituent malgré tout des sources d'information utiles.

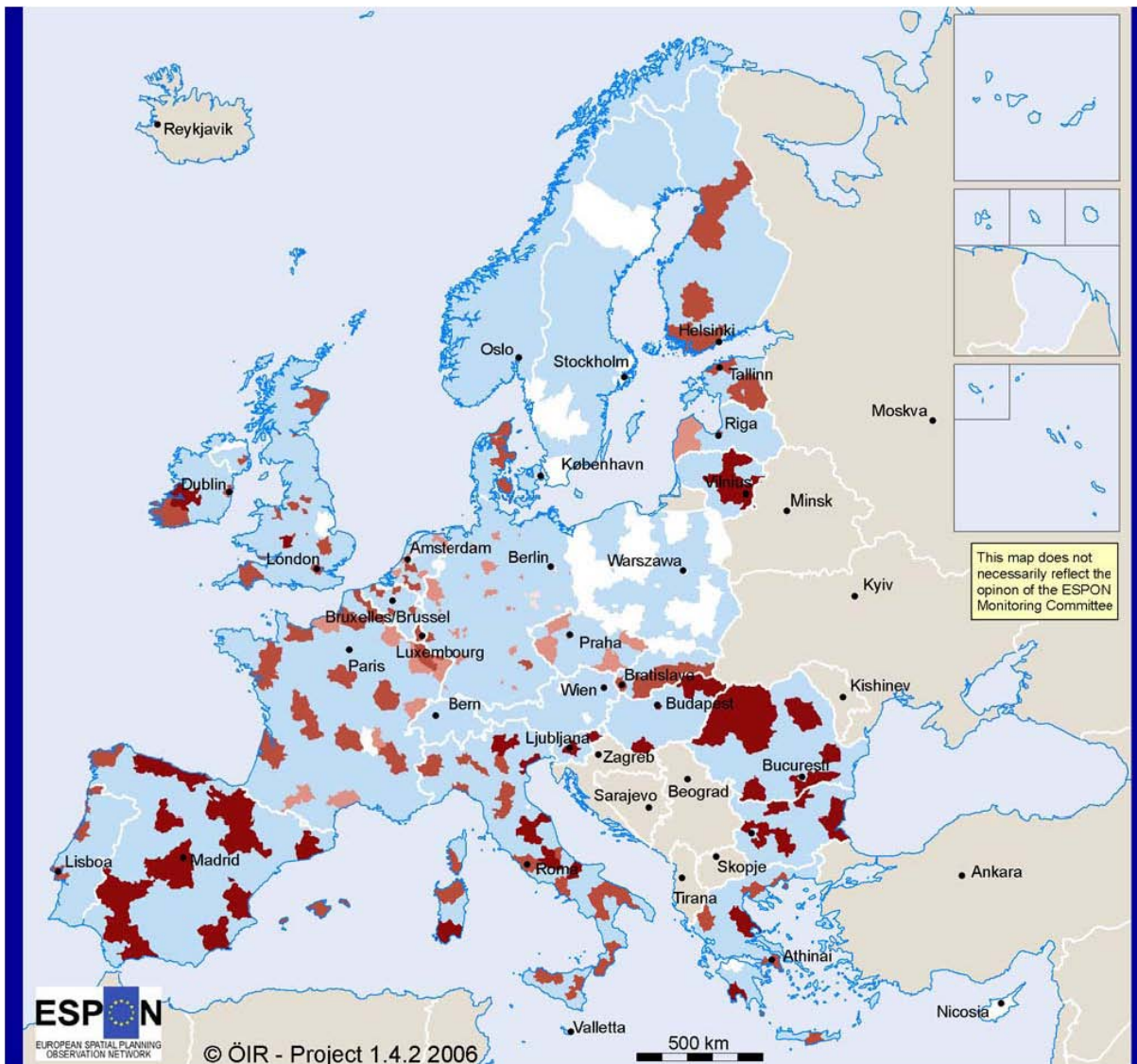
Toutefois, ces données concernent plutôt des zones urbaines et des unités de niveau sous-urbain, et ne couvrent pas les régions entières lorsqu'on les agrège. La couverture ne correspond donc pas au niveau NUTS 3 (voir les commentaires au sujet de la carte suivante).

On peut observer certaines tendances en matière de propriété de logements. La structure de propriété est territorialement différenciée suivant les pays de l'UE 25+2+2. Comme le montre l'Audit urbain, les pays du Sud et les nouveaux Etats membres, tout comme la Bulgarie et la Roumanie montrent un taux de propriété plus élevé que la moyenne des régions urbaines de l'UE.

Ceci est dû à de multiples facteurs. Dans les pays de l'Est, les Etats ont développé plusieurs modèles en réponse aux défis que pose le processus de transformation des économies précédemment socialistes (Turner et al, 1992). Les conflits structurels ("cracks") ont été gérés suivant différentes méthodes, en introduisant des mécanismes de contrôle stricts (Bulgarie, Russie, Est de l'Allemagne), ou en laissant libre cours à des processus quasiment de marché (ex-Yougoslavie, Hongrie). Les modèles peuvent se différencier suivant la structure des statuts d'occupation (location de logements d'Etat, secteur du logement coopératif, ou occupation par les propriétaires), le rôle de divers organismes financiers et économiques, ou l'importance du "logement auto-produit ("self-help")" (Hegedüs, 1992). Les différences s'expliquent en partie par des facteurs exogènes, comme l'évolution des relations entre parti au pouvoir et Etat, la politique économique et sociale, et en partie par l'évolution endogène des institutions en charge du logement.

Les développements actuels montrent que les systèmes de logement des pays de l'Est de l'Europe se caractérisent largement par la pénurie de "logement social", pas seulement dans le sens de propriété publique mais aussi dans un sens opérationnel, c'est-à-dire de logements pour les personnes qui sont confrontées à d'énormes problèmes financiers pour y avoir accès. Les solutions institutionnelles sont en "construction", comme l'indiquent diverses expériences (par exemple la société polonaise de logement social TBS, ou le logement communal dans d'autres pays).

Carte 2 Propriété des logements



This map does not necessarily reflect the opinion of the ESPON Monitoring Committee

Ratio of households owning their own dwelling

- 18.3% - 25%
- 25.1% - 50%
- 50.1% - 75%
- 75.1% - 93.3%
- no data available

- ESPON space / no Urban Audit region
- Non ESPON space

Source of data: Urban Audit 2004; EuroGeographics 2001.

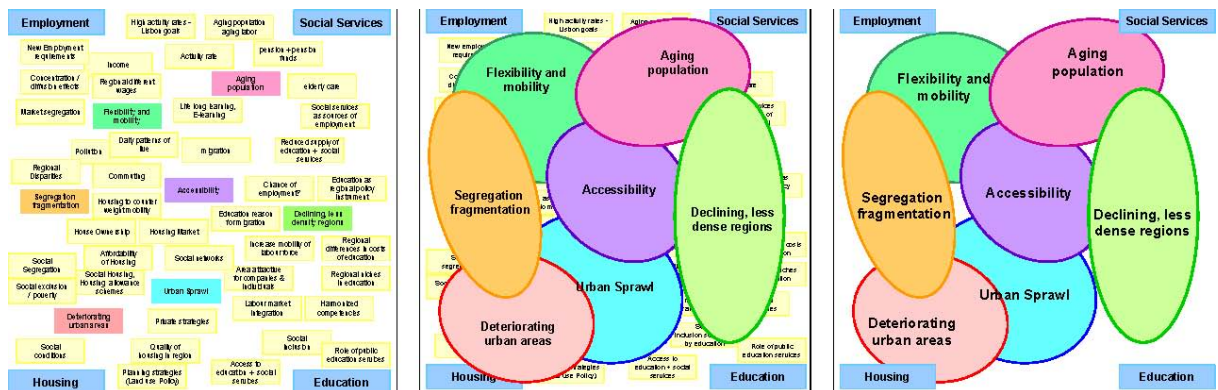
This map was generated based on a reclassification of the Urban Audit (UA) data to NUTS 3 level data, thus, the map indicates information for larger regions than covered by the UA.

Relation entre secteurs sociaux et développement territorial

Diverses connexions existent entre les quatre domaines clés prédéfinis analysés dans le cadre de la présente étude - "services sociaux, SIEG et transferts publics", "emploi et distribution des revenus", "logement et développement territorial" et "enseignement et formation". Les développements dans ces secteurs sociaux sont en outre liés aux tendances territoriales. S'appuyant sur les résultats des recherches en chambre (examen des politiques, revue de la littérature scientifique et analyse des modèles territoriaux) et sur l'expérience des chercheurs impliqués, la formulation d'hypothèses fondées sur l'expertise a permis d'identifier ces relations.

Ceci débouche sur un schéma montrant les relations entre les domaines thématiques clés de la recherche. L'image de synthèse permet d'identifier plusieurs regroupements thématiques présentant des interactions similaires pertinentes pour plus d'un domaine de recherche. Chacun de ces regroupements représente une tendance sociétale à composante territoriale ou une tendance territoriale à composante sociale.

Figure 2 Déduction de regroupements thématiques présentant des interactions similaires axées sur les tendances sociétales-territoriales



Les sept thèmes sociétaux-territoriaux identifiés sont:

- Ségrégation / fragmentation sociale-territoriale
- Vieillesse de la population
- Accès à l'emploi, au logement et aux services scolaires et sociaux
- Flexibilité et mobilité
- Dispersion de l'urbanisation
- Zones urbaines qui se dégradent
- Régions périphériques en déclin

L'analyse des liens entre les domaines clés prédéfinis a révélé diverses interrelations entre eux et avec les évolutions sociales et territoriales. Chacune de ces sept tendances sociétales-territoriales présente des recouvrements et des interdépendances par rapport à d'autres.

Pour chacun des domaines clés analysés, il existe certaines relations entre aspects sociaux et développement territorial. Pour bon nombre de domaines ces relations n'ont cependant pas encore été scientifiquement analysées, il n'y a que des constats empiriques insuffisants concernant leur structure. De plus, pour la plupart de ces liens les preuves empiriques peuvent être sommaires, étant donné qu'en général les chaînes cause - impact complexes sont difficiles à démontrer empiriquement.

Idées pour 19 projets de recherche futurs

Au vu des relations complexes et multiples au sein des divers domaines des questions sociales et entre développement social et territorial évoquées ci-dessus, et vu l'énorme déficit de données empiriques décrivant ces relations, on pourrait dresser une longue liste de projets potentiels. Dans un premier temps ont été développées les 19 idées suivantes pour de futurs projets de recherche:

- 1: Conséquences territoriales des processus de Bologne et Europass
- 2: Qualité de l'enseignement – aspects spatiaux. Système d'enseignement, multiculturalisme, et intégration sociale
- 3: Identification des motifs d'abandon prématuré de scolarité et de ses conséquences pour la compétitivité et le profil du marché du travail de l'UE
- 4: Politiques du logement dans l'UE et cohésion territoriale
- 5: Causes de disparités dans les marchés régionaux du logement
- 6: Interactions entre marchés du logement et mobilité interrégionale de la main d'œuvre
- 7: Effets des modèles de développement de l'UE sur les politiques sociales et du logement
- 8: Effets spatiaux de la pauvreté
- 9: Effets spatiaux de l'immigration, de l'intégration et de la sécurité sociale
- 10: Cohésion sociale et territoriale dans l'UE29
- 11: Développement spatial sous l'angle du genre
- 12: Réexamen des questions d'emploi dans une optique spatiale - mobilité de l'emploi + distribution des revenus, formation continue
- 13: Politique sociale régionale dans l'espace ORATE – mesures d'impact et conséquences
- 14: Aspects sociaux de la dispersion de l'urbanisation
- 15: Impacts des politiques sociales sur les zones urbaines qui se dégradent
- 16: Base théorique des relations entre emploi, tendances sociales et développement territorial
- 17: Déterminants régionaux de l'enseignement et relations avec le développement régional
- 18: Impacts territoriaux de l'emploi
- 19: Effets territoriaux des tendances sociales - analyse empirique des relations dans des contextes spatiaux caractéristiques

Une esquisse a été élaborée pour chacun des projets potentiels, et chacune des 19 esquisses de projet a été évaluée par 6 experts impliqués dans l'ORATE 1.4.2 suivant les quatre critères suivants qui reflètent les objectifs d'ORATE:

- **pertinence politique:**
Le projet doit être en relation avec les objectifs et avec les concepts clés d'ORATE.
- **pertinence territoriale:**
Le projet doit améliorer les connaissances concernant les tendances de développement territorial.
- **pertinence pour les connaissances:**
Le projet doit contribuer à l'amélioration et au développement de la base de connaissances scientifiques ORATE et permettre des analyses croisées avec d'autres projets ORATE.
- **pertinence des échelles:**
Dans le cadre du projet, les tendances territoriales doivent pouvoir être analysées aux trois niveaux ORATE: européen (niveau macro) / transnational-national (niveau meso) / régional-local (niveau micro) en NUTS 3.²

L'évaluation formelle des esquisses de projets a clairement montré que les projets axés sur des recherches de fond concernant les relations social - territorial sont mieux cotés que des projets axés sur des aspects particuliers. Avec ce résultat à l'esprit, deux futurs projets de recherche appliquée sont proposés.

Approches verticale et horizontale des futurs projets de recherche

Il s'agit de réduire la complexité de la relation entre aspects sociaux et développement territorial pour pouvoir la traiter dans le cadre d'un projet ORATE. De manière générale, deux approches analytiques permettent de traiter une telle complexité:

- a) analyser les relations de cause à effet pour un secteur donné de ce domaine complexe, à tous les niveaux (approche verticale),
- b) analyser les relations de cause à effet et les structures systémiques des composants dans différents contextes spatiaux caractéristiques à un niveau donné, en simulant donc des "conditions de laboratoire" (approche horizontale).

Pour conclure, il a été décidé de proposer de centrer les futurs projets de recherche dans le cadre ORATE sur deux sujets, l'un reprenant l'approche horizontale et l'autre l'approche verticale:

- **Sujet 1:** Analyse de l'impact des politiques sociales sur le développement territorial, en se concentrant sur l'enseignement, les services de prise en charge des enfants et leurs effets sur l'emploi, les migrations et la cohésion territoriale (approche verticale),
- **Sujet 2:** Représentation de la relation complexe entre aspects sociaux du développement territorial en théorie et en pratique, dans des contextes territoriaux régionaux caractéristiques (approche horizontale).

² Une tendance qui ne peut être décrite qu'au niveau NUTS5 par exemple ne satisfait pas aux critères d'ORATE.

Proposition de projet 1: L'impact de l'enseignement et des services de prise en charge des enfants sur l'emploi régional, les migrations et la cohésion territoriale

Ce premier des projets proposés - "L'impact de l'enseignement et des services de prise en charge des enfants sur l'emploi régional, les migrations et la cohésion territoriale" - combine les deux esquisses de projet les mieux cotées - "Cohésion sociale et territoriale dans l'UE29" et "Politique sociale régionale dans l'espace ORATE - mesure de l'impact et conséquences" - qui suivent toutes deux une approche assez similaire: l'analyse des diverses politiques sociales à différentes échelles comme point de départ et l'évaluation de leur impact sur les autres politiques et sur le développement territorial qui s'ensuit. Pour respecter les lignes directrices pour les projets ORATE, il faut réduire le champ; la recherche se concentrera sur deux secteurs (enseignement et services de prise en charge des enfants) et sur une sélection des principaux effets (effets sur l'emploi, sur les migrations et sur la cohésion territoriale).

L'enseignement a une forte dimension économique. Au niveau individuel, il détermine les opportunités d'emploi et par voie de conséquence la situation socioéconomique et le niveau de vie. Au niveau macro, les connaissances et les compétences influencent grandement les niveaux de productivité, d'innovation et de croissance économique des régions.

La formation individuelle dépend de l'accès aux services éducatifs. L'accessibilité a deux aspects: un aspect territorial, que l'on peut décrire comme la possibilité d'atteindre des services éducatifs à une distance acceptable (accessibilité territoriale), ainsi qu'un aspect socioéconomique, qui reflète les barrières sociales et économiques dans l'accès aux services éducatifs (accessibilité sociale).

L'accessibilité sociale est déterminée par le système scolaire et par les politiques scolaires des Etats membres. L'accessibilité territoriale dépend du nombre et de la qualité des établissements disponibles à une distance acceptable pour les allers-retours (quotidiens). Dans les zones périphériques moins densément peuplées, il y a habituellement moyen d'atteindre moins d'établissements dans un rayon donné que dans les zones urbaines plus densément peuplées. La structure de l'urbanisation et le système de transport influencent donc fortement l'accès aux services éducatifs d'une région.

L'étude se base au départ sur **l'examen des politiques éducatives et des politiques de prise en charge des enfants** dans les pays de l'Europe 25+2+2 au niveau national et, si nécessaire, au niveau régional. Potentiellement, on peut déduire une typologie des différents types de politiques éducatives et sociales en Europe pour faciliter l'analyse de leur impact sur l'emploi et les migrations. Les typologies des régimes de sécurité sociale ainsi que des politiques du logement et des systèmes scolaires ébauchées dans l'ORATE 1.4.2 pourraient constituer une première étape dans l'approfondissement de la réflexion.

L'examen des politiques vise à clarifier la situation complexe en matière de politiques sociales dans ces deux secteurs en Europe en répondant aux questions suivantes:

- Quelles politiques éducatives sont pratiquées en Europe?
- Comment le système de prise en charge des enfants est-il organisé en Europe?

L'**analyse empirique** dressera un tableau des différences empiriques entre régions dans l'enseignement et les services de prise en charge des enfants. Elle cherche à trouver des faits empiriques (données) concernant les mesures de politique sectorielle et leurs effets sur le développement régional en vue de répondre aux questions suivantes:

- Quel est le niveau scolaire de la population des régions européennes?
- Y a-t-il des différences dans l'accès aux services éducatifs dans les régions européennes?
- Quelle est la relation entre accès aux établissements scolaires et niveau scolaire de la population?
- Comment la structure d'urbanisation influence-t-elle l'accès à l'enseignement?
- Comment l'accès aux services de prise en charge des enfants est-il réparti dans les régions européennes?

Sur base de la revue politique et de l'analyse empirique, des **chaînes fonctionnelles** seront établies dans l'étude pour montrer le lien entre accès à l'enseignement (l'accès social aussi bien que l'accès territorial), accès aux services de prise en charge des enfants, et emploi et migrations. Ces analyses tiendront compte des typologies ORATE existantes, en particulier pour les zones urbaines et rurales. Les questions suivantes devraient trouver une réponse:

- Comment l'accès à l'enseignement affecte-t-il l'emploi dans les régions européennes?
- Comment l'accès aux services de prise en charge des enfants est-il lié à la participation à la population active, pour les hommes et pour les femmes?
- Y a-t-il des liens entre participation aux services de prise en charge des enfants et à la pré-scolarité et niveau de formation?
- Comment l'accès aux établissements scolaires influence-t-il les structures de migration, pour les hommes et pour les femmes?
- Le niveau scolaire a-t-il un impact sur les structures de migration?

Enfin, l'**impact des différentes approches politiques de l'enseignement et de la prise en charge des enfants sur la cohésion territoriale** sera analysé, en se concentrant sur les questions suivantes:

- L'amélioration des possibilités scolaires est-elle un instrument pour le développement régional, et réduit-elle ou augmente-t-elle les migrations?
- Quels types de politiques d'enseignement et de prise en charge des enfants contribuent à la cohésion territoriale et lesquels sont porteurs de tendances à la ségrégation?

Proposition de projet 2: La relation entre aspects sociaux du développement territorial en théorie et en pratique dans des contextes territoriaux régionaux caractéristiques

Le projet 2 proposé - "La relation entre aspects sociaux du développement territorial en théorie et en pratique dans des contextes territoriaux régionaux caractéristiques" - part des contextes sociaux et territoriaux au niveau régional, pour explorer les fondements théoriques et empiriques des interconnexions entre les divers secteurs sociaux et leurs relations avec le développement territorial.

Pour la plupart des secteurs sociaux, comme par exemple l'emploi, le logement, les services de prise en charge des enfants, les soins aux personnes âgées, l'enseignement, les soins de santé, etc., il existe une politique sectorielle et des bases théoriques. Ces théories s'intéressent essentiellement à un secteur donné, tentant de simplifier cette complexité en se concentrant sur un seul aspect.

Même si on peut trouver dans la théorie quelques liens entre chacune des facettes (comme la théorie du marché du travail et les transferts sociaux), les fondements théoriques font défaut pour présenter l'interconnexion entre les différents aspects des politiques sociales et leurs impacts territoriaux.

Quoi qu'il en soit, l'analyse sectorielle ne parviendra jamais à expliquer complètement la relation entre les aspects sociaux et le développement territorial dans des régions différentes. Un des buts de l'étude est d'essayer de lier les fondements théoriques existant pour chacun des composants des aspects sociaux (emploi, transferts sociaux, logement, enseignement et formation) à une même logique théorique.

L'étude combine l'analyse des différentes théories sur les aspects sociaux du développement territorial avec des études de cas inscrites dans des contextes régionaux caractéristiques basées sur une analyse empirique des données, afin d'arriver à une théorie démontrée des relations social-territorial dans les régions européennes, combinant la complexité d'aspects sociaux tels que le logement, l'emploi, les services sociaux, l'enseignement, les soins de santé, etc.

Etant donné que des politiques sectorielles existent pour la plupart des secteurs sociaux - comme l'emploi, le logement, les services de prise en charge des enfants, les soins aux personnes âgées, l'enseignement, les soins de santé, etc. -, il pourrait s'avérer nécessaire de revoir les fondements théoriques des composants des aspects sociaux du développement territorial, et le cas échéant de les adapter en vue d'une application interdisciplinaire au niveau régional.

Les différentes approches doivent ensuite être combinées pour disposer d'une base théorique expliquant les liens entre politiques sociales et développement régional. Ceci peut se faire en construisant un cadre théorique commun à l'ensemble des composants (en recourant par exemple à des approches de dynamique des systèmes).

Pour simplifier cette tâche sinon excessivement lourde, le contexte spatial sera limité au niveau régional uniquement. On construira un modèle systémique détaillé des relations de cause à effet entre les composants et leurs effets / impacts territoriaux au niveau régional ("modèle des aspects sociaux du développement territorial").

L'analyse du modèle élaboré ne doit pas se limiter à un niveau purement théorique. Il sera évalué dans toute sa complexité et dans toutes ses interrelations dans différents contextes territoriaux (régionaux) caractéristiques un peu partout en Europe. Ces contextes territoriaux caractéristiques seront différenciés par les conditions topographiques, démographiques et socioéconomiques. Autrement dit, il faudra construire une typologie pour tester le modèle dans différentes régions "cas d'étude" (représentant différents types de régions).

Les effets des interventions politiques analysés en termes territoriaux doivent en outre être évalués à l'aune du concept sous-jacent de cohésion territoriale: contribuent-ils à la cohésion territoriale ou favorisent-ils au contraire les tendances à la ségrégation?

L'étude formule un "**modèle des aspects sociaux du développement régional**". Ce modèle est basé sur les fondements théoriques existant pour chacun des composants des aspects sociaux du développement territorial. La première étape s'intéresse aux questions de recherche suivantes:

- Comment les fondements théoriques existant pour chacun des composants des aspects sociaux du développement territorial pourraient-ils être revus et adaptés pour être applicables au niveau régional?
- Comment les divers fondements théoriques de chaque composant des aspects sociaux pourraient-ils être combinés dans un cadre théorique commun qui s'applique à tous les composants des politiques sociales et à leur impact territorial au niveau régional?
- A quoi pourrait ressembler un modèle systémique détaillé des relations de cause à effet entre les composants et leurs effets / impacts territoriaux au niveau régional ("modèle des aspects sociaux du développement régional")?

Le "modèle des aspects sociaux du développement régional" théorique sera évalué dans toute sa complexité et dans toutes ses interrelations dans différents contextes territoriaux caractéristiques un peu partout en Europe. Pour ce faire, le modèle sera testé à l'aide d'**études de cas** dans différents types de régions. En partant des typologies ORATE existantes (concernant par exemple les relations urbain - rural), une **typologie décrivant les aspects sociaux des tendances territoriales** sera établie en vue de décrire les différents contextes régionaux des relations analysées. Cette typologie constitue une bonne base pour sélectionner les différents types de régions qui doivent faire l'objet d'études de cas, comme par exemple les zones rurales en déclin peu densément peuplées, les zones suburbaines, et les zones urbaines. Il s'agirait de répondre aux questions suivantes:

- Comment peut-on trouver une typologie régionale qui reflète les conditions topographiques, démographiques et socioéconomiques dans l'espace ORATE et qui décrit les aspects sociaux des tendances territoriales?
- L'approche théorique du "modèle des aspects sociaux du développement régional" est-elle empiriquement vérifiable à l'aide des études de cas régionales, en particulier en comparaison avec une analyse "isolée" de tous les composants dans les mêmes régions?
- Les résultats sont-ils applicables de manière générale, et que peut-on suggérer pour étendre l'application dans l'espace ORATE?

Etant donné que le modèle théorique et les études de cas évaluent également l'impact sur le développement territorial de diverses interventions au titre des politiques sociales dans différents types de régions, il sera possible de donner une **base pour bien gérer la combinaison de diverses mesures de politique sociale au niveau régional**. Plus particulièrement, l'impact de ces interventions sur la cohésion territoriale peut être décrit. On répondra aux questions suivantes:

- Quelles interventions dans le cadre de mesures de politique sociale affectent quels développements territoriaux dans quels contextes régionaux caractéristiques?
- Les mesures de politique sociale de niveau régional contribuent-elles à la cohésion territoriale ou alimentent-elles au contraire des tendances à la ségrégation?

Conclusions

Les recherches menées dans le cadre ORATE 1.4.2 "Aspects sociaux du développement territorial de l'UE" ont clairement montré que les politiques sociales englobent un vaste domaine et que les relations entre questions sociales et développement territorial sont multiples. Il y a une variété de politiques pour chacun des domaines-clés des politiques sociales à différentes échelles, comme l'échelle européenne, l'échelle nationale, l'échelle régionale et même l'échelle communale. Souvent, ces politiques ne sont pas organisées suivant une logique descendante (top-down), où les autorités supérieures fixent d'abord un cadre général servant de base aux réglementations des autorités subalternes. Au contraire, il arrive que les réglementations de différents niveaux se concurrencent entre elles.

Bien qu'il soit clair que les "questions sociales" sont un composant important de la cohésion territoriale, même au sein de chacun des secteurs la connaissance des relations entre dimension sociale et développement territorial n'est que fragmentaire. Dans bon nombre de domaines ces relations n'ont pas encore été analysées scientifiquement, et en général il n'existe que peu de constats empiriques concernant leur structure. Les politiques dans ces domaines étant habituellement vues comme des politiques sectorielles, les relations qui existent sont la plupart du temps masquées.

Comme exposé plus haut, deux projets de recherche sont suggérés pour le futur, afin d'améliorer les connaissances concernant la relation entre aspects sociaux et développement territorial:

- Projet 1: L'impact de l'enseignement et de la prise en charge des enfants sur l'emploi régional, les migrations et la cohésion territoriale
- Projet 2: La relation entre aspects sociaux et développement territorial en théorie et en pratique dans des contextes territoriaux régionaux caractéristiques

Tandis que le projet 1 suit l'approche verticale qui analyse les relations de cause à effet pour un secteur donné à toutes les échelles, le projet 2 suit l'approche horizontale, qui explore les relations de cause à effet et les structure systémiques des composants dans des contextes spatiaux caractéristiques à l'échelle régionale (études de cas). Tous deux contribuent à une meilleure connaissance de la cohésion sociale et territoriale en Europe.

Remarque

Le rapport final ORATE 1.4.2 "Etude préparatoire sur les aspects sociaux du développement territorial de l'UE" a été produit par une équipe comprenant les membres suivants:

- ÖIR – Österreichisches Institut für Raumplanung / Institut autrichien d'Etudes régionales et d'Aménagement du territoire (Autriche): Erich Dallhammer, Bernd Schuh, Donata Persson, Antonia Conaro (partenaire principal, plus particulièrement en charge des chapitres 1, 3, 6)
- Nordregio, Centre Nordique pour le Développement spatial (Suède): Daniel Rauhut (en charge du chapitre 2)
- MRI (Metropolitan Research Institute) – Institut de Recherche Métropolitain (Hongrie): József Hegedüs, Nóra Teller (en charge du chapitre 4)
- CEG (Centro de Estudos Geográficos) - Centre d'Etudes Géographiques, Faculdade de Letras, Alameda da Universidade (Portugal): Eduarda Pires Valente da Silva Marques da Costa, Nuno Marques da Costa, Carlos Gonçalves (en charge du chapitre 5)

Littérature

Audit urbain (<http://www.urbanaudit.org/index.aspx>)

Balchin, P. (éd.) (1996): Housing Policy in Europe (Londres, Routledge)

Commission des Communautés européennes (2004). Un nouveau partenariat pour la cohésion - convergence compétitivité coopération. Troisième rapport sur la cohésion économique et sociale. Luxembourg

DG Politique régionale (2004): Rapport intermédiaire sur la cohésion territoriale. Luxembourg 2004

Eurostat - base de données (europa.eu.int/comm/eurostat/)

Esping-Andersen, G. (1990) The Three Worlds of Welfare Capitalism. Padstow: Polity Press

ESPON - base de données (<http://intranet.espon.ed>)

ESPON - Projet 1.1.2 Relations urbain-rural en Europe

ESPON - Projet 3.2 (2006): Scénarios spatiaux et orientations en relation avec le SDEC et la politique de Cohésion. Troisième rapport intermédiaire

Harloe, M. (1995): The Peoples' home? Social Rented Housing in Europe and America, Oxford: Blackwell

Lowe, S. (2004): Housing Policy Analysis (British Housing in Cultural and Comparative Context)

Maclennan, D., Muellbauer, J. et Stephens, M. (1998): Asymmetries in housing and Financial Market Institutions and EMU, Oxford Review of Economic Policy, 14(1), pp. 54–80

OECD - statistiques (<http://www.oecd.org/>)

Turner, B. – Hegedüs, J. – Tosics, I. (éd.) (1992): The Reform of Housing in Eastern Europe and the Soviet Union. Londres: Routledge

RESUME SCIENTIFIQUE

ORATE 1.4.2: "Etude préparatoire des aspects sociaux du développement territorial de l'UE"

Introduction

Le projet ORATE 1.4.2 "Aspects sociaux du développement territorial de l'UE" fait partie du volet "Etudes sur de nouveaux projets thématiques" de la Priorité 1 "Projets thématiques" du programme ORATE. Il s'intéresse à l'exploration des relations entre développement social et territorial dans le but d'intégrer les aspects sociaux dans l'analyse territoriale.

L'étude est comprise comme une étude préparatoire à un projet de recherche appliquée à financer au cours de la période de programmation suivante. Elle vise à donner des informations et des orientations scientifiques, étape préliminaire à la réalisation d'une analyse spatiale valable des structures, des tendances, des impacts et des dynamiques sociales.

Les aspects sociaux et le développement territorial englobant un champ de recherches possibles extrêmement vaste, l'étude préparatoire ORATE 1.4.2 a prédéfini quatre domaines-clés à explorer:

- accès aux services sociaux, aux services d'intérêt économique général (SIEG), et mécanismes de transferts publics;
- emploi et distribution des revenus;
- logement et développement territorial;
- enseignement et formation.

Pour chacun de ces domaines thématiques, l'étude présente une analyse des politiques concernées, commente la situation actuelle en matière de travaux de recherche, explore les données et les indicateurs qui décrivent la relation social-territorial dans ces domaines, et pose des questions pour des recherches ultérieures.

Pour obtenir des résultats harmonisés, cinq outils ont été mis au point pour les recherches thématiques, étroitement liés entre eux afin que l'étude débouche sur un résultat cohérent. En outre, diverses méthodes scientifiques ont été utilisées, comme des ateliers d'experts avec brainstorming et une évaluation formelle des idées de projets.

Outil 1: Grille de collecte des données et des indicateurs

L'outil 1 – la grille de collecte des données et des indicateurs – propose un modèle pour définir les données et les indicateurs régionaux déjà en usage (ou harmonisés) qui donnent des informations pertinentes sur les aspects sociaux du développement territorial. Il est envisagé de collecter les données régionales harmonisées existantes que l'on peut facilement se procurer auprès de sources de l'UE (la base de données Eurostat par exemple). Les indicateurs proposés doivent être des indicateurs territoriaux couvrant le territoire de l'UE 25+2+2, de préférence en NUTS 3 (ou à une autre échelle territoriale appropriée inférieure à l'échelle nationale, au moins NUTS 2).

Outil 2: Grille d'analyse pour la revue des politiques

La revue des politiques vise à donner un aperçu des grandes orientations politiques au niveau de l'UE, et au niveau national pour une sélection de pays où les données sont disponibles, couvrant l'UE 25+2+2. L'outil 2 - la grille d'analyse pour la revue des politiques - comporte deux parties:

- (1) Une vue d'ensemble des politiques sectorielles traitant d'aspects sociaux, sous forme d'un tableau contenant les informations les plus importantes sous une forme concise.
- (2) Une brève description du contenu principal et de la structure de chaque politique sectorielle clé, en vue d'identifier les objectifs et les mécanismes politiques et de dégager les défis et les questions clés à aborder dans le futur.

Outil 3: Lignes directrices pour la revue de la littérature

Les lignes directrices pour la revue de la littérature et la bibliographie donnent une vue d'ensemble de la littérature et des documents de recherche qui portent sur les aspects sociaux analysés, contenant l'information essentielle sous une forme concise.

Outil 4: Grille de sélection des ensembles d'indicateurs pertinents

La grille de sélection des données et des indicateurs peut être vue comme une extension de l'outil 1, et propose un modèle pour évaluer le jeu d'indicateurs utilisables retenus, ce qui doit déboucher sur la définition d'un seul **ensemble d'indicateurs sociaux territoriaux** par domaine clé.

Outil 5: Modèle de rapport sur les conclusions thématiques

Pour les rapports par domaine thématique clé, un modèle de rapport général a été défini afin de garantir une structure commune pour les différents chapitres qui sont intégrés en un seul rapport final.

Hypothèses concernant la relation entre développement social et territorial

Sur base des connaissances des experts, des hypothèses ont été élaborées concernant la relation entre développement social et territorial.

- Dans un premier temps, les relations entre toutes les paires possibles parmi les quatre thèmes clés ont été définies lors d'un brainstorming dans le cadre d'un atelier d'experts.
- Dans un deuxième temps, les interactions entre les paires de domaines clés ont été rassemblées en un seul schéma, montrant la complexité des multiples relations au sein des différents domaines à implications sociales et entre le développement social et territorial.
- Enfin, dans le schéma de synthèse, des regroupements thématiques ont été dégagés d'après la similitude des interactions valables pour plus d'un domaine de recherche, ce qui ramène l'image complexe à un aperçu des tendances sociales-territoriales.

Evaluation formelle de projets futurs potentiels en regard des objectifs de l'ORATE

Afin de ne cibler qu'un petit nombre de propositions finales de projets, on a adopté une approche structurée pour dégager les "meilleurs" thèmes pour de futurs projets dans le cadre ORATE. Cette approche reposait sur cinq étapes:

- Etape 1: Etablissement d'une liste d'idées de projets potentiels par brainstorming
- Etape 2: Rédaction d'une esquisse pour chaque projet potentiel
- Etape 3: Evaluation de chaque esquisse par des experts, en fonction de quatre critères qui reflètent les objectifs de l'ORATE (pertinence politique, pertinence territoriale, pertinence pour les connaissances, pertinence des échelles / NUTS 3)
- Etape 4: Cotation formelle des esquisses de projets évaluées
- Etape 5: Interprétation qualitative des résultats

Disponibilité de données et d'indicateurs concernant les questions sociales-territoriales en NUTS 3

Vu le caractère décentralisé de la responsabilité législative, qui relève des Etats membres, il n'y a pas beaucoup de données de niveau régional (NUTS 2 ou NUTS 3) harmonisées concernant les questions sociales pour l'ensemble de l'Europe.

L'ORATE 1.4.2 a analysé des indicateurs et des bases de données de diverses sources européennes et internationales. Ont entre autres été explorées les sources suivantes: Eurostat, la base de données ORATE, les statistiques du logement de l'Union européenne, l'Audit urbain, les statistiques de l'OCDE, le Programme d'études de l'aménagement du territoire européen, Habitat (ONU), le Bulletin statistique du logement et de la construction pour l'Europe et l'Amérique du Nord.

Plus de 230 indicateurs ont été identifiés comme pertinents pour les questions sociales-territoriales. Malheureusement pour environ 80% de tous ces indicateurs sociaux les données ne sont disponibles qu'au niveau national, comme toutes les données de l'OCDE et beaucoup de données de l'ONU par exemple. Les données de

L'Audit urbain ne sont en outre disponibles que pour des villes sélectionnées et ne couvrent pas le territoire de l'UE 25+2+2. Leur utilité est donc très limitée pour des analyses couvrant l'espace ORATE.

Seuls 32 indicateurs étaient disponibles pour l'ensemble de l'Europe au niveau NUTS 2 au moins (1/6 à peine de ceux-ci existent aussi au niveau NUTS 3). Parmi les 32 indicateurs:

- 21 concernent l'"emploi et la distribution des revenus"
- 4 concernent les "services sociaux"
- 3 concernent le "logement et le développement territorial"
- 4 concernent l'"enseignement et la formation"

Il n'y a que dans le domaine de l'emploi qu'existe une relativement bonne base de données, tandis que dans tous les autres secteurs les données de niveau régional (NUTS 2) couvrant l'Europe entière sont plutôt rares.

Dans l'ensemble, la situation en matière de données décrivant les relations entre aspects sociaux et développement territorial est passablement médiocre. Les données concernant l'accessibilité territoriale des établissements scolaires et sociaux font défaut au niveau régional. Il s'ensuit que l'amélioration de la situation en matière de données et une approche créative de l'élaboration d'indicateurs seront essentielles pour toute analyse empirique, fondée sur des données, des questions sociales et du développement territorial au niveau régional en Europe. Certaines données peuvent toutefois être utilisées pour se faire une première idée de la situation empirique des aspects sociaux du développement territorial.

Liste des indicateurs proposés par l'ORATE 1.4.2

- Part de la population exposée à la pauvreté avant transferts sociaux, en ce compris les pensions, en 2003 (national)
- Part de la population exposée à la pauvreté après transferts sociaux, en ce compris les pensions, en 2003 (national)
- Dépenses en services sociaux par habitant, en 2002
- Nombre total de lits d'hôpitaux par 100.000 habitants, en 2002
- Nombre de médecins / docteurs agréés par 100.000 habitants, en 2003
- Taux d'activité économique (femmes)
- Taux de chômage (femmes)
- Evolution du nombre de personnes employées (total par sexe)
- Evolution du nombre de personnes employées par niveau d'enseignement le plus élevé atteint
- Evolution du nombre de personnes employées dont le niveau d'enseignement le plus élevé atteint est l'enseignement primaire
- Taux d'activité économique (femmes)³
- Taux de chômage (femmes)

³ NdT: Cet indicateur et les quatre suivants apparaissent en double dans le texte anglais.

- Evolution du nombre de personnes employées (total par sexe)
- Evolution du nombre de personnes employées par niveau d'enseignement le plus élevé atteint
- Evolution du nombre de personnes employées dont le niveau d'enseignement le plus élevé atteint est l'enseignement primaire
- Proportion de ménages propriétaires de leur habitation
- Surface moyenne de logement (m² / personne)
- Proportion de logements ne disposant pas des équipements de base
- Taux de participation scolaire, 2003
- Abandons prématurés de scolarité, 2004
- Participation à la formation continue, 2004

Liste des données régionales manquantes

La liste des données de niveau régional dont il faudrait disposer pour éclairer les aspects sociaux du développement territorial est énorme. Les indicateurs énumérés ci-dessous peuvent être vus comme un point de départ pour réfléchir à la collecte d'indicateurs de niveau régional, concernant plus particulièrement les services sociaux, l'enseignement et le logement.

- Nombre de bénéficiaires de l'aide aux démunis / de l'assistance sociale (mesure directe de la pauvreté)
- Nombre de personnes sans abri
- Perception subjective de l'état de santé
- Espérance de vie à la naissance, espérance de vie à l'âge de 65 ans
- Taux d'activité économique (femmes)
- Taux de chômage (femmes)
- Evolution du nombre de personnes employées (total par sexe)
- Evolution du nombre de personnes employées par niveau d'enseignement le plus élevé atteint
- Evolution du nombre de personnes employées dont le niveau d'enseignement le plus élevé atteint est l'enseignement primaire
- Caractère financièrement abordable du logement - Indicateur I: rapport entre prix des habitations et revenus
- Caractère financièrement abordable du logement - Indicateur II: rapport entre loyer et revenus
- Structure suivant le statut d'occupation – part du logement social
- Dynamique de l'investissement dans le logement (production de logements)
- Offre de logement – qualité du logement (niveau de vie)
- Participation scolaire
- Niveau d'enseignement atteint par niveau

- Participation à la formation continue
- Pourcentage d'abandons prématurés de scolarité
- Nombre moyen d'années de scolarité des étudiants pour l'obtention d'un niveau d'enseignement moyen ou élevé
- Nombre d'étudiants par établissement et par niveau d'enseignement
- Part des étudiants universitaires par grande branche scientifique
- Part des étudiants participant à un programme de mobilité par rapport au nombre total d'étudiants dans l'enseignement supérieur
- Taux d'échec par niveau d'enseignement

L'élaboration de typologies nécessite plus de recherches

L'élaboration de typologies de niveau régional suffisamment étayées qui puissent rendre compte des questions sociales territoriales nécessite plus de recherches. La combinaison entre situation législative complexe et disponibilité assez limitée de données régionales constitue un gros obstacle sur la voie de l'élaboration de classifications régionales.

Les typologies sont discutées dans plusieurs chapitres de la présente étude. En rapport avec l'analyse des services sociaux, on a examiné la typologie des régimes de sécurité sociale produite par Esping-Andersen (1989, 1990), qui distingue quatre types de "régimes de sécurité sociale": "le régime socio-démocratique de sécurité sociale", "le régime libéral de sécurité sociale", "le régime conservateur de sécurité sociale", et "le régime socialiste de sécurité sociale" qui s'est dissous au cours de la transition des pays de l'Est de l'Europe. Ses limites sont apparues dans différents secteurs sociaux (elle ne convient en tout cas pas pour expliquer les politiques du logement) et à propos du niveau national (elle n'est pas transposable à un niveau régional).

Pour le domaine clé "enseignement et formation", une "typologie ad hoc" des systèmes scolaires a été produite en se basant entre autres sur les indicateurs "abandons de scolarité prématurés", "nombre moyen d'années de scolarité" et "investissement en capital humain". Elle détermine quatre groupes de pays: "Pays du Sud - nombreux déséquilibres", "Groupe central - normes moyennes", "Nord de l'Europe - en tête de peloton" et "Pays de l'Est - entre deux mondes".

Il s'agit toutefois de typologies basées sur des données nationales largement disponibles. Une typologie de niveau régional nécessiterait plus de recherches et probablement une meilleure base de données régionale.

RAPPORT SUR LE TRAVAIL EN RESEAU

ORATE 1.4.2:

"Etude préparatoire des aspects sociaux du développement territorial de l'UE"

Le projet ORATE 1.4.2 "*Aspects sociaux du développement territorial*" a été mené à bien par un groupe de projet transnational formé des partenaires suivants:

- ÖIR – Institut autrichien d'Etudes régionales et d'Aménagement du territoire (Autriche), partenaire principal, plus particulièrement en charge de la méthodologie, de l'emploi et de la distribution des revenus, de l'analyse des interrelations et de la description des projets;
- Nordregio, Centre Nordique pour le Développement spatial (Suède), en charge de l'accès aux services sociaux, des services d'intérêt économique général (SIEG), et des mécanismes de transferts publics;
- MRI (Metropolitan Research Institute) – Institut de Recherche Métropolitain (Hongrie), en charge du logement et du développement territorial;
- CEG (Centro de Estudos Geográficos) - Centre d'Etudes Géographiques, Faculdade de Letras, Alameda da Universidade (Portugal), en charge de l'enseignement et de la formation.

Il y a eu une collaboration étroite au sein du GPT pour discuter des méthodes et des résultats (intermédiaires) de l'étude. Les travaux de recherche ont été coordonnés plus particulièrement lors des réunions, et les discussions ont permis d'améliorer le processus de l'étude. Deux réunions sont eu lieu:

- Réunion de mise en route: 1^{er} décembre 2005, Vienne
- Réunion de coordination 1.4.2: 15 mars 2006, Vienne

En outre, pour préparer le rapport, il y a eu plusieurs boucles de feedback formelles par courrier électronique afin d'arriver à un résultat harmonisé. De telles boucles de feedback ont plus précisément eu lieu aux dates suivantes:

- Novembre 2005: coordination de la méthodologie de recherche ("Manuel: Outils pour l'ORATE 1.4.2")
- Décembre 2005: coordination de la revue des politiques et examen des sources de données et des indicateurs
- Janvier 2006: mise au point du rapport intermédiaire
- Avril 2006: feedback sur le projet de chapitre sur les interrelations
- Mai 2006: procédure formelle d'évaluation des propositions d'idées de projet
- Mai 2006: mise au point du projet de rapport final

Des éléments d'autres projets ORATE ont été pris en compte dans l'ORATE 1.4.2 par le biais de la revue de la littérature et de l'examen de la base de données ORATE qui a servi de source pour explorer des indicateurs décrivant les tendances sociétales et les développements socio-territoriaux au niveau des régions. En outre, le BBR a été contacté directement afin d'obtenir des informations plus détaillées sur le contenu et sur la qualité de la base de données ORATE.

Les résultats intermédiaires de l'ORATE 1.4.2 ont également été présentés et discutés trois fois au sein de la communauté ORATE:

- L'approche adoptée pour les recherches a été discutée lors de la réunion des partenaires principaux ORATE de Luxembourg, les 12-13 octobre 2005
- Les résultats du rapport intermédiaire ont été présentés et discutés lors du séminaire ORATE de Salzbourg, les 13-14 mars 2006
- Les résultats intermédiaires du rapport intermédiaire et les étapes suivantes ont été présentés et discutés lors de la réunion des partenaires principaux ORATE de Bruxelles, les 3-4 avril 2006.

Plusieurs membres du GPT ont en outre été personnellement en contact avec d'autres partenaires de projet ORATE, et ont pu discuter en détail des questions traitées de part et d'autre. Dans l'ensemble, on a ainsi assisté à une intense coopération interne au sein du GPT et à de bons échanges fructueux avec d'autres projets ORATE.